

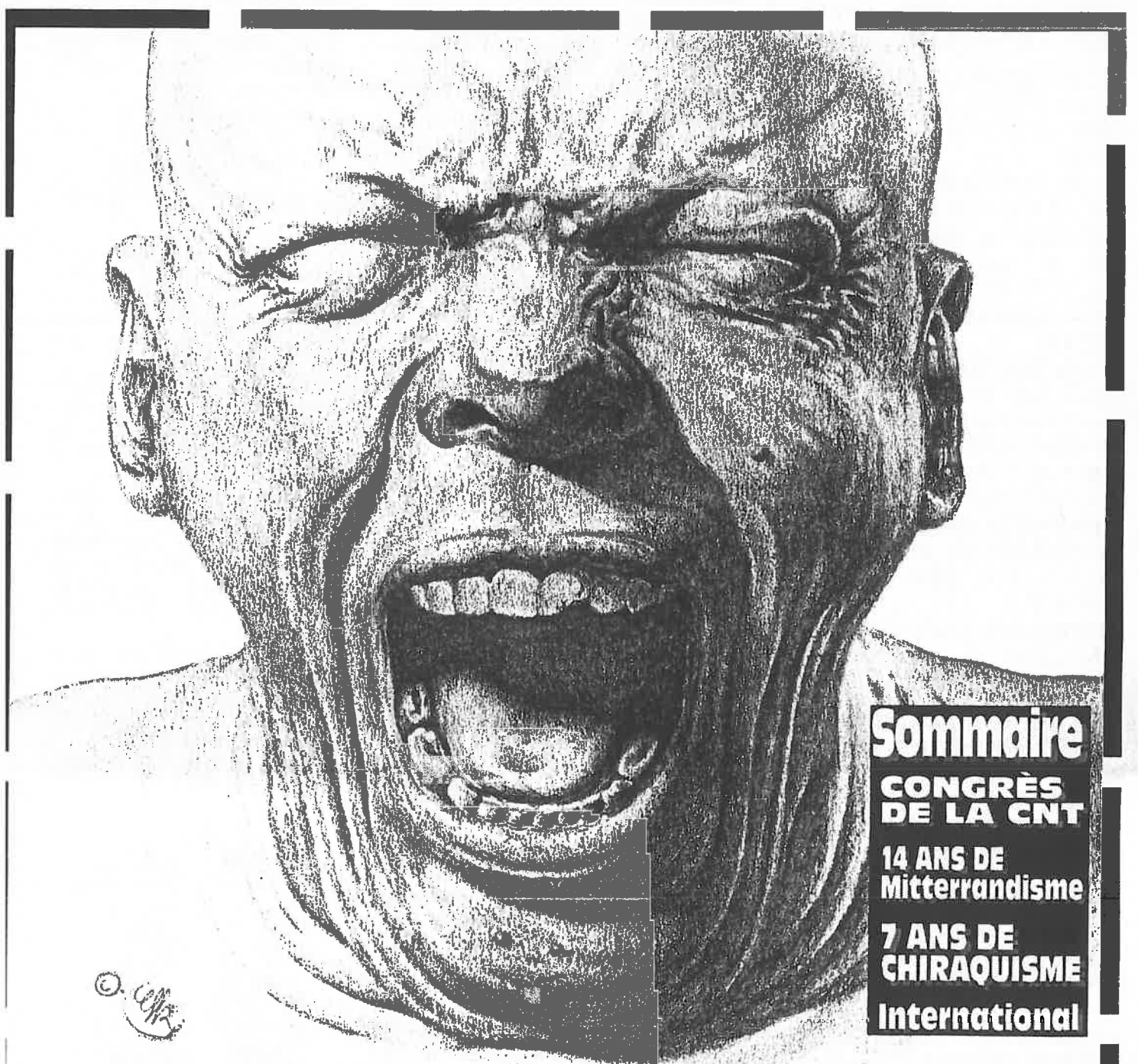
*La Lettre du C.D.E.S.*

ISSN 1240-0009 CPPAP 72171

BULLETIN DU RESEAU

# 2<sup>e</sup> **COMBAT SYNDICALISTE**

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail  
Section de l'Association Internationale des Travailleurs



## **Sommaire**

**CONGRÈS  
DE LA CNT**

**14 ANS DE  
Mitterrandisme**

**7 ANS DE  
CHIRAKUISME**

**International**

© C. L. 1995

**Notre révolte a un nom: Anarcho-Syndicalisme**

**Numéro 34 - Mai-Juin 95 - 10 francs**

• **ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS:**

• A.I.T., Apartado de Correos 143, 46080 VALENCIA, ESPAÑA

• **CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL:**

Pour tout contact sur le plan national:  
C.N.T. B.P. 116  
72 003 Le Mans cedex.

• **UNION REGIONALE MEDITERRANEE:** C.N.T., 9 rue DUCHALMEAU, 66000 PERPIGNAN (Secrétariat régional)

• **U. R. CENTRE:** C.N.T. boîte à lettre N°33, 4 rue d'ARCOLE, 72000 LE MANS (Secrétariat régional)

• **U. R. AQUITAINE:** C.N.T., B.P. 511, 64010 PAU CEDEX (Secrétariat régional)

• **U. R. MIDI-PYRENEES:** C.N.T., 7 RUE ST REMESY, 31000 TOULOUSE (Secrétariat régional)

• **U. R. NORMANDIE:** C.N.T. B.P. 2010, 14019 CAEN. (Secrétariat régional)

• **DANS L'EST:** C.N.T., B.P. 343, 25207 MONTBELIARD CEDEX

• **EN BRETAGNE:** • C.N.T., 1 rue PROUDHON, 29200 BREST  
• C.N.T., B.P. 5067, 35061 RENNES

• **EN RHONE-ALPES:** C.N.T., B.P. 223, 38405 St MARTIN D'HERES CEDEX.

• **EN REGION PARISIENNE:**

• C.N.T., 5 chemin de la BONDE, 91490 DANNEMOIS

• C.N.T.-A.I.T., c/o "LES NOUVELLES LIBERTAIRES", B.P. 427/16, 75769 PARIS CEDEX 16

• **DANS LE NORD:**

• C.N.T. syndicat des PTT, C.T.A. d'Amiens, rue DEJEAN, 80000 AMIENS

• **NOUVELLE ADRESSE EN REGION CENTRE:**

C.N.T.-La maison du peuple, Place Allende- 44600 St Nazaire.

# Cénestement votre...

## LES JOURNEES LIBERTAIRES DE MONTPELLIER

Les journées libertaires ont été organisées à Montpellier du 28 avril au 1er mai. Notre syndicat a participé à ces journées en animant un débat sur "la flexibilité et la précarité" et en co-organisant la manifestation du 1er Mai avec les autres groupes libertaires de Montpellier. De nombreux débats sur des sujets aussi variés que l'éducation, le tiers-monde ou les prisons ont attiré un peu plus d'une centaine de personnes à chaque fois. Le soir, des spectacles étaient proposés. Une brochure comprenant l'ensemble des interventions devrait voir le jour avant la fin de l'année, nous y travaillons déjà. La manifestation du 1er Mai a eu quant à elle un succès moins grand. Nous avons volontairement appelé à un lieu de manifestation différent du lieu de rassemblement officiel. Une cinquantaine de personnes nous ont rejoints et nous avons sillonné les rues de la ville avec des slogans comme: "Etat, patrons: ils ont besoin de toi, tu n'as pas besoin d'eux". Voyant que la manifestation officielle n'avait toujours pas démarré, nous avons été à sa rencontre afin d'apporter un peu de contradiction au ron-ron socialo-communiste. Notre présence a été plus que remarquée. Un de nos militants a d'ailleurs été interviewé par Télé-Soleil, une chaîne câblée. Cette expérience a été jugée plutôt positive même si nous espérons un peu plus d'affluence au vu des journées libertaires qui s'achevaient et de l'action menée depuis le mois de septembre par l'ensemble des groupes libertaires sur Montpellier et sa région. Mais peut-être que ce succès en demi-teinte ne tient pas tant à nos capacités à mobiliser qu'au symbole du 1er Mai lui-même. Enfin il est quand même important de souligner que c'est la première fois depuis plusieurs années qu'un cortège libertaire d'importance défilait à Montpellier ce jour là.

— Un correspondant local du C.S.

Comme chaque année, le camping de la CNT sera organisé la 1<sup>re</sup> semaine d'août à St Estèphe en Dordogne. Avoir le temps d'échanger, de se connaître, de se comprendre, de réfléchir ensemble... est l'objectif du camping.

Ceux qui y ont déjà participé savent dans quel esprit fraternel les diverses activités et les débats se déroulent. Cette année, nous espérons être encore plus nombreux à partager ces journées.

## CAMPING PREMIERE SEMAINE D'AOUT

Rappelons que jusqu'à présent, le principe retenu est d'organiser un débat après le repas du soir pris en commun. Parmi les débats actuellement envisagés: les luttes du droit au logement à partir des expériences locales, le lobby militaire et ses implications...

Le terrain du camping municipal est situé dans un cadre agréable (lac permettant la baignade activités nautiques, grande forêt, sanitaires corrects).

Les tarifs du camping retenu sont modestes.

Pour de plus amples renseignements écrivez à l'Union Régionale de Midi-Pyrénées.



"Ce n'est qu'un début, continuons le combat" ce slogan, poussé le soir des élections par des jospinistes déçus de leur défaite laisse songeur. Ainsi donc, ce double septennat ce ne fut qu'un début, et il y eut un combat?

Pas un combat en faveur des immigrés en tout cas. Car, de circulaire MARCHAND en lois PASQUA, en passant par les ignobles "CENTRES DE RETENTION" inventés par les socialistes, les immigrés ont fait l'unanimité des différents ministres de l'intérieur contre eux.

Ce ne fut pas non plus un combat en faveur des travailleurs, flexibilisés par une gauche qui, en échange d'une réduction dérisoire du travail hebdomadaire, a permis au patronat d'instaurer une logique de flexibilité en fonction des besoins de l'entreprise. Non, de DELEBARRE à Martine AUBRY les ministres du travail ont été avant tout les ministres de l'exploitation organisée.

Ce ne fut pas non plus un combat en faveur des chômeurs dont les allocations ont été réduites par BEREGOVOY avec la bénédiction de la C.F.D.T.

Ce ne fut pas enfin un combat en faveur du peuple qui a vu la C.S.G. inventée par ROCARD augmentée par BALLADUR, et les prestations de Sécurité sociale rognées par des technocrates dépensiers ainsi que les allocations retraite menacées.

Certes, en quatorze ans, en dehors de la continuité de l'exploitation des plus faibles il y a eu du nouveau.

Il y a eu la rénovation d'un discours où l'entreprise et la nation se sont retrouvées justifiées, presque idéalisées.

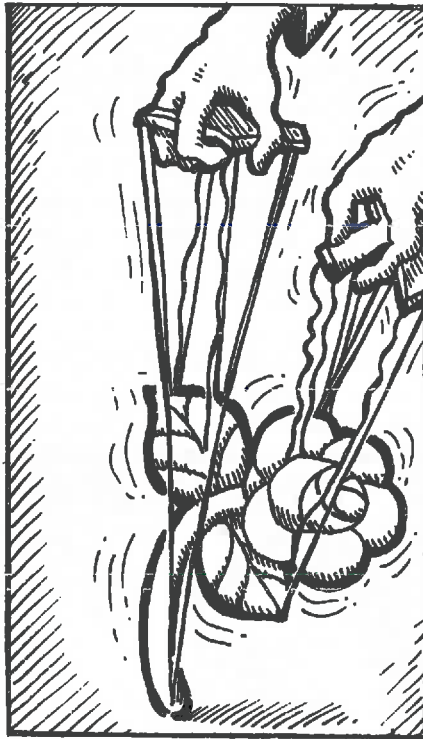
Et il y a eu aussi cette nouvelle charité, organisée autour du R.M.I., des resto du coeur et autres Téléton, des miettes distri-

buées par de bonnes âmes à des pauvres bien propres et bien corrects. Un renouveau de la mentalité caritative digne de celle des dames patronnesses que dénonçait déjà Zola dans *Germinal* !

Renouveau de l'incompétence, à un niveau criminel avec une épidémie de SIDA que les responsables de la santé n'ont pas su juguler, quand ils n'ont pas contribué à son extension en vendant des produits contaminés aux hémophiles.

Renouveau -et forte revalorisation- des subventions versées aux écoles catholiques grâce à SAVARY et aux accords de LANG avec la théocratie vaticane.

Renouveau aussi de la corruption, des fortunes vite faites, des détournements de fonds publics, des pots de vin, des tripa-touillages financiers, des minis-



tres faux-témoins, et de la politique des copains et des coquins. De l'extrême droite à la gauche, tous les partis ont été pris la main dans le sac si bien que MITTERRAND, qui se donne des airs de gardien de la morale, restera dans l'histoire comme le président qui

aura eu le plus grand nombre de ministres, de maires, de députés, de conseillers généraux en prison.

Renouveau enfin du discours sur les pseudo "ingérences humanitaires" et les "guerres pour la paix", sur l'armée pacificatrice, qui s'introduit dans les écoles grâce au protocole HERNU - SAVARY pour vanter les mérites d'une politique de marchands de canons. Et qui trouve son aboutissement avec MITTERRAND, participant à l'extermination de 300 000 irakiens tout en préservant les intérêts du dictateur HUSSEIN.

Logique de "sac de riz" et de poudre aux yeux, qui occulte la question de la dette du tiers monde, de son origine, et de la gestion qui en est faite par le F.M.I., sur fond de réunions de chefs d'Etat dans lesquelles les responsables socialistes ont tant adoré se pavaner, à Biarritz où ailleurs.

Alors, un combat pour qui? Voyez du côté des patrons, du C.N.P.F. qui se félicite de la gestion socialiste, de leurs T.U.C., C.E.S, S.I.V.P. et autres stages bidons destinés à tromper les jeunes. Oui, le C.N.P.F. peut se féliciter, lui qui a vu aboutir toutes ses revendications en matière de flexibilité, licenciements, diminution des charges patronales et subventions variées. Les grandes entreprises ont accru, parfois de façon colossale, leurs profits. Les spéculateurs (dont certains proches du Président) ont bien profité. Tout comme ces amuseurs qui, de B.H.L. à Pascal SEVRAN en passant par le beau-frère et le petit neveu ont remplacé la culture par le culte, en se vautrant dans les platitudes et les idées reçues.

Et comment oublier que, pendant les quatorze ans que nous venons de vivre le venin nationaliste et raciste s'est répandu en toute tranquillité dans l'ensemble de la société, avec l'aide des médias contrôlés par le pouvoir ? Il est vrai que, toute une gauche po-

liticarde et une extrême gauche opportuniste n'avaient pas grand intérêt à s'y opposer : elles y ont trouvé, grâce à un antifascisme de façade, un levier pour mobiliser un électorat qui leur échappait.

Où se trouve donc ce fameux "combat" que les jospinistes entendent poursuivre ? Est-ce dans les "grands chantiers" du régime défunt, qui, loin des réalités quotidiennes, s'est construit des pyramides alors que huit millions de personnes se trouvent en France en dessous du seuil de pauvreté ?

Il est certain que dans les trois années d'opposition qui s'ouvrent pour eux le P.S. et le P.C. espèrent se refaire une virginité politique. Nous connaissons d'avance le discours dont ils vont nous rebattre les oreilles. Mais, salariés, chômeurs, précaires, jeunes, immigrés ou retraités, nous connaissons aussi, pour la vivre tous les jours, la réalité qu'ils ont incarné avec ou sans cohabitation, pendant quatorze ans : une gestion du capitalisme au profit des plus riches, avec un discours cocardier et des pratiques syndicales de collaboration de classe.

L'arrivée au pouvoir d'une droite que nous ne connaissons que trop ne nous fera rien oublier.

La solution pour nous ne réside pas dans le pouvoir politique, qu'il soit stable ou alternant, mais dans l'organisation de la classe opprimée en vue d'une lutte concrète pour la liberté, la justice, la dignité humaine, le partage équitable des ressources et du travail socialement utile entre tous.

C'est là le seul véritable combat. Un combat que des générations avant nous ont commencé. Un combat qui, lorsqu'il a été mené avec les méthodes de l'anarcho-syndicalisme, a su produire de véritables résultats dans l'histoire du monde. C'est ce combat qui doit continuer.

Mutu.

Le Président nouveau est arrivé. Il a promis le changement, parions que nous aurons la continuité, du moins en ce qui concerne le principe de base du système : tout pour les patrons.

Le traitement du chômage, dont Chirac a fait un de ses chevaux de bataille ne laisse pas planer le moindre doute à ce sujet.

Autrefois, pour pouvoir tirer profit du travail de son salarié, un patron devait le payer. C'était hier. Demain, les choses vont changer : les patrons vont enfin pouvoir embaucher gratis, sans déboursier un copeck. Les travailleurs travailleront (beaucoup), les patrons empocheront de (gros) bénéfices, et les fonds publics serviront à payer (mal) les travailleurs. La boucle sera bouclée.

Ce système est actuellement prévu pour les chômeurs de longue durée.

L'idée ne brille pas par son originalité. Elle a largement été testée à une échelle plus réduite et plus partielle pendant plusieurs années sous les appellations les plus diverses et dans les formules les plus variées (plans Barre, CES, TUC, Insertion...).

Pour les salariés, elle a fait la preuve de son inefficacité et souvent de sa perversité. Pour les ad-

ministrations, les entreprises publiques, les patrons elle a apporté la preuve qu'on pouvait faire travailler des gens pour trois fois rien, leur faire miroiter une solution individuelle, presser tout le jus et les mettre à la porte.

Dans le projet CHIRAC, le chômeur de longue durée sera embauché à mi-temps, pour deux ans. Pendant ces deux ans il produira sans que cela coûte un sou à son patron. Au bout de la période, vous l'avez deviné, il sera éjecté. Un autre chômeur de longue durée prendra sa place. Et ainsi de suite.

Les patrons les plus malins savent déjà comment tirer le maximum de bénéfice de la mesure annoncée : chaque fois que ce sera techniquement possible, il leur suffira de licencier un salarié "normal" pour le remplacer par deux salariés "gratuits". Et, si après de longues années de chômage les deux "longue durée" ne sont pas assez productifs, il suffira d'en prendre un troisième, tout aussi gratuit. Comme quoi, une mesure destinée soi-disant à "lutter contre le chômage" risque fort d'en créer un peu plus et de précariser encore plus de monde. Mais, au fond, c'est peut-être là un des véritables objectifs (cachés) du nouveau pouvoir.

Martine.





# MIDI-PYRENEES

Le combat syndicaliste

## LA VILLE TRAFIQUEE

Après l'échec de l'opération "Ville Habitée", dont nous avons essayé de tirer un bilan dans notre précédent numéro, une autre opération s'est montée à la va-vite, entre les deux tours des présidentielles, le 30 avril, pour occuper des locaux, 22 avenue Honoré Serres. Y participait tout le petit monde politicien local, bien décidé à mettre la mairie en difficulté dans la perspective des municipales. La référence à la "Ville habitée" était claire, bien que l'action menée, par sa connotation électoraliste (entre autres) aille, à l'évidence, à l'opposé de ce que souhaitait la plateforme initiale du projet "Ville habitée".

Le plus évident fut que les locaux occupés n'appartenaient plus à la Mairie mais à la SMESO (Sécurité Mutualiste des Etudiants du Sud-Ouest) et que les organisateurs de ce nouveau squatt durent négocier avec cette mutuelle le droit de squatter pendant un mois à condition de ne pas faire de bruit. Le tout donc s'est déroulé dans un climat lugubre, qui n'avait plus grand chose à voir avec la fête et la culture préconisées par la "Ville habitée".

Nous avons dénoncé depuis le début la manoeuvre politicienne que nous sentions sous-jacente à toute l'opération. Aujourd'hui, cette manoeuvre apparaît clairement en lumière avec la publication d'une liste pour les municipales qui s'intitule... "La ville en mouvement". Bien entendu, aucune assemblée générale de la "ville habitée" n'a mandaté qui que ce soit pour se présenter. Mais le bon peuple, accouru au son de l'orchestre, est maintenant prié de se rendre aux urnes. C'était le but de la manoeuvre.

Loin de toute cette politicaillerie, de vrais squatt, auto-organisés par des S.D.F., existent à Toulouse. Pour la petite histoire, le jour même où la "Ville habitée" emménageait très médiatiquement, un groupe ouvrait, sans tambour ni trompette, un squatt (très agréable et spacieux) avenue de Lospinet dans les ex-locaux

de l'entreprise AGORA. Ce squatt a duré un mois et outre sa fonction de logement, il a également été un espace de créativité. Un autre squatt a ouvert depuis. Ce sont ces initiatives, pacifiques mais déterminées, menées par des gens qui ont réellement besoin d'un toit pour vivre (et pas pour se faire mousser) qu'il faut soutenir.

## ANTI-FASCISME ?

L'anti-fascisme n'est pas une doctrine, encore moins une liste de signataires au bas d'un tract; c'est une pratique de lutte contre le fascisme qui est lui-même une forme d'oppression extrême de l'individu. C'est en luttant pour la démocratie directe, la liberté de pensée, la justice sociale, la culture qu'on lutte contre le fascisme. A l'opposé, le mouvement anti-fasciste officiel réduit le discours politique au plus petit dénominateur commun : le rejet de tel ou tel mouvement constitué. Cela permet (unité oblige) de faire oublier le rôle des états, des églises, des partis, du patronat, du conditionnement médiatique en tant que facteurs favorisant le développement de l'autorité, de l'ordre et de la peur, toutes choses qui font le lit du fascisme.

L'équation "Le Pen = fasciste" suffit à nos politiciens en mal de suffrages pour occulter tout le reste : la trahison de la gauche, la collaboration des syndicats (nous pouvons citer plusieurs manifestations, en France, réunissant la C.G.T. et le Front national par exemple, sous le prétexte fallacieux de "Sauver l'emploi") tout ce qui fait qu'aujourd'hui, 20 % des électeurs supportent les théories de l'extrême-droite.

L'antifascisme que nous avons rencontré à Toulouse (comme ailleurs certainement) est une feuille de vigne. Quelques exemples :

Le jeudi 13 avril, juste après l'assassinat d'Ibrahim par les collègues du Front National, tout le gratin anti-fasciste toulousain (Ras le front en tête), défilait en compagnie des oriflammes du Betar (mouvement sioniste d'extrême-droite) pour aller boire collectivement un apéro place Arnaud Bernard, tandis que Le Pen tenait son meeting en toute tranquillité de l'autre côté de la ville.

Le mercredi 3 mai, juste après l'assassinat de Brahim, à Paris, la manif de près de deux mille personnes est stoppée à quelques mètres du local du F.N. protégé par un cordon de ... 18 fonctionnaires de police débonnaires. Il est vrai que le Service d'Ordre des organisateurs s'était donné pour mot d'ordre d'empêcher tout "débordement". Pire encore, après la dislocation du cortège, ce même S.O. s'attaque avec des manches de bois à des militants anarcho-syndicalistes isolés en profitant du rapport de force pour régler des comptes sans trop de risques.



## ANTIFASCISME ? Suite &amp; fin.—

Le dimanche 14 mai, certains d'entre nous, lassés de l'antifascisme de façade, décident de se réunir place Jeanne d'Arc, à l'heure où Bernard Antony (responsable national du F.N.) comptait y faire son discours. Le bruit de cet appel se répand tellement vite que ce sera face à une compagnie de C.R.S. et au désormais célèbre D.P.S. (service de sécurité) du Front National, descendu en force de Paris, qu'une trentaine d'antifascistes parviendra tout de même "à passer", à chahuter le leader du F.N. et à lui piquer la gerbe qu'il venait de déposer. Il était donc possible de manifester ouvertement notre opposition et de ne pas laisser la rue aux fascistes. Or, qu'ont fait les représentants labellisés de l'anti-fascisme ? Connaissant notre appel à manifester le 14 mai place Jeanne d'Arc, ils ont joué le jeu de la division et du coupe-feu. Les uns (Ras le front...) ont appelé à manifester place Jeanne d'Arc mais ... la veille et ont réuni une centaine de personnes. Les autres (J.C., J.R.E., C.G.T.) ont bien appelé à manifester le jour même mais ... à un autre endroit. Ils ne sont arrivés sur les lieux qu'après que le dernier manifestant du F.N. les ait quittés. Dans tous les cas, des militants de diverses organisations se sont ingénies toute la semaine à faire courir le bruit que notre rendez-vous était annulé et remplacé par leurs manifs.

Au delà du ridicule de ces manifs "à côté de la plaque" et du faible nombre de personnes rassemblées (28 personnes pour la manif JC, JRE, CGT sur la photo de la Dépêche), diverses questions restent posées. En particulier, il est clair qu'en agissant de la sorte, ces organisations ont pris la lourde responsabilité d'écarter de la lutte les personnes qui auraient pu se rendre le 14 mai à Jeanne d'Arc si ces manœuvres de diversion n'avaient pas eu lieu. Jacques C.

LA MAIN  
DANS LE SAC—

Tout le monde connaît le slogan préféré de Le Pen "Mains propres et tête haute". En ce moment, les petites mains du F.N. ont tendance à se faire prendre dans le sac, plutôt qu'à se faire remarquer par leur

blancheur ! Tandis qu'un élu du F.N. est inquiet en Méditerranée pour une sombre histoire de proxénétisme (ce qui montre le véritable visage de l'autre slogan du F.N. : "Dieu, Famille, Patrie"), voici que Bernard VINCENT 47 ans, un des 6 conseillers régionaux du F.N. en Midi-Pyrénées a quelques ennuis avec la justice pour "recel d'escroquerie". Dans le juteux marché de la **formation professionnelle** (une des vaches à lait bien connues) la concubine de ce monsieur, une certaine Josette BIZE aurait ponctionné la modique somme de 1,5 millions de francs sur les Petites et Moyennes Entreprises de la région. C'est d'autant plus savoureux, que la défense des P.M.E. est l'un des piliers du programme du F.N. et que les petits patrons ont voté massivement pour la liste F.N. Dans une déclaration, Bernard VINCENT, qui siège à la Commission régionale de **formation professionnelle** a fait savoir qu'il n'était pas au courant des "activités" de Josette. C'est fou ce qu'on est mal informé dans la "formation professionnelle" !

Décidément, les petits patrons de la région ont des allures de dindons de la farce. Après s'être faits plumer sur le chapitre de la formation professionnelle, ils se sont faits rouler dans la "Commission départementale d'urbanisme commercial". Le représentant des petits commerçants, Jean CHETCUTI, s'y serait fait graisser la patte pour donner un avis favorable à l'implantation du Leclerc de Blagnac.

Quand on voit en quels individus les patrons placent leur confiance, on ne s'étonne plus de la catastrophe économique.

UN ARROSAGE  
—TRES GENEREUX

Depuis quelques jours, le Parti communiste développe une campagne très agressive contre la C.G.E. (Compagnie générale des eaux) et multiplie les autocollants et les affiches sur le thème "Chassons les affairistes de Toulouse". Il est vrai que la privatisation du service des eaux, voulue par Baudis, s'est traduite pour les Toulousains par une augmentation de plus de 26%.

Mais cette augmentation -pour ne pas parler de racket- était prévisible depuis le départ. Pourquoi le

P.C. ne s'agit-il que maintenant ? C'est qu'il traîne une sacrée casserole. Une histoire qui pourrait figurer dans les "Classiques de la Magouille". La voici en quelques mots : La C.G.E. voulait s'offrir les eaux de Toulouse. L'opposition de la population (mais aussi de la C.G.T., du P.C. local...) s'annonçait farouche. Pas folle, la C.G.E. prit les devants. Le P.C., comme tous les partis politiques, a construit autour de lui un réseau d'officines, qu'il contrôle entièrement, et qui servent de "pompe à finances" au parti. C'est à l'une des plus importantes de ces officines, la SICOPAR-GIFCO que la C.G.E. a versé des sommes impressionnantes (des fausses factures d'un montant de 4,4 et de 3,6 millions entre la C.G.E. et la SICOPAR-GIFCO ont été retrouvées, ce ne sont peut être pas les seules). Cet argent était destiné à partir dans les caisses du P.C. national ou de l'Humanité (une perquisition a été effectuée au siège de ce journal). Moyennant quoi, les militants locaux du P.C. et de la C.G.T. ont été priés par les instances nationales de ne s'opposer que très mollement à la privatisation. Effectivement, sur place, la campagne cégétocommuniste contre la privatisation a été on ne peut plus molle. Comme l'histoire du "pot de vin" fait maintenant surface et que les élections arrivent, le P.C. tente de se refaire une virginité en attaquant la C.G.E. En attendant, les Toulousains payent la facture qui, bien entendu, inclut le montant des pots de vin. Freddy K.



## — CE N'EST PAS PARCE QU'ON EST R'MISTE QU'ON N'A RIEN A DIRE ET QU'IL FAUT FERMER SA GUEULE! —

Depuis quelques mois, les allocataires "bénéficiant" du R.M.I. ont pu remarquer un retard systématique des versements. A quoi sont dûs ces retards ? En première information, la C.A.F. n'aurait pas renouvelé son contrat avec la Poste et aurait confié la gestion des allocations (des sommes énormes en Haute-Garonne comme ailleurs) à une banque privée ! En deuxième information, d'après des syndicalistes de la banque, il ne peut s'agir d'une banque privée mais de la Caisse des dépôts et consignations. Privé ou d'Etat, peu importe. Il est intolérable que les allocataires rapportent de l'argent au privé ou à l'Etat.

Un jour de retard dans les versements, c'est une prise d'intérêt considérable pour la banque concernée. Un jour de retard pour les allocataires, c'est un jour de plus à avoir la dalle. Que messieurs les banquiers viennent à la Poste (s'ils l'osent) voir la tête des gens quand on leur annonce que leurs allocations ne sont pas versées !

R'mistes de tout poil, exigeons, et pour ce faire, organisons-nous, le versement à date régulière, dans un premier temps, des allocations. Le retard des allocations est une humiliation. A tel point que la Poste elle même ne reçoit même plus les gens aux guichets, une parole est pourtant parfois reconfortante pour des gens démunis, elle se contente de mettre un panneau "**Pas de R.M.I. aujourd'hui**"

Assez d'humiliations. Assez de retard. Organisons-nous. Pour tout contact :

*Philippe clo C.N.T.*

## — TRANSPORTS GRATUITS ? PAS POUR TOUT LE MONDE ! —

Grand son de trompe en Avril 95: Conseil général décide, mairie approuve, les élections municipales sont à l'horizon ... oui, tout-le-monde-il-est-d'accord, il faut au moins une mesure sociale dans le sens des "bons" votes.

Cocorico toulousain. Enfin, la mesure adéquate : tous les chômeurs, sans condition de revenus, à compter de ce mois d'Avril, pourront voyager gratuitement, tous les jours et à toute heure, dans les transports toulousains : ladite SEMVAT, métro + lignes de bus (ville et banlieue) !

En effet, jusqu'à ce beau jour d'Avril, seuls les chômeurs ayant déjà travaillé et ne percevant que des revenus minimes (4.000 Francs mensuels

par exemple ne permettaient que l'octroi d'une réduction) avaient le bénéfice d'une carte de transport gratuite (limitée certes en horaires, et pas pour les jours fériés, car il n'est bon de prendre le car que pour aller chercher du boulot); et quant aux RMistes, non - sauf s'ils justifiaient de périodes de travail antérieures suffisantes. Voilà, ça y est, et chacun - syndicats, partis politiques, etc - de se congratuler, d'entonner en chœurs glorieux son auto-louange bien toulousaine : tout un chacun affilié au grand monde ASSEDIC-ANPE a droit à l'octroi de la mesure.

Ouf, quelle économie, au lieu de l'abonnement mensuel de transport à 230 Francs. De l'argent que je "placerai" enfin ailleurs. Je cours illico avec mes justificatifs obtenir au bureau de la SEMVAT la fameuse vignette mensuelle de transport gratuit, puisque j'ai déjà la carte SEMVAT pour réduction. Je l'ai, ce doc. Plaisir du métro ou du bus aux heures de pointe. Comme nous sommes le 7 Avril, ma carte aura une validité de moins d'1 mois. Pas grave, je reviendrai plus vite la faire "reactiver" (puce électronique).



Arrive le début du mois de Mai. Pour ne pas perdre de temps, je n'attends pas la date d'expiration, et me voici faisant la queue au bureau de la SEMVAT.

L'employé, aimable :

- Vous n'avez pas droit à la gratuité.
- Je ne comprends pas, voyez, en Avril ...
- Oui je sais. Nouvel ordre du Conseil général. Ont droit à la gratuité des transports TOUS LES CHOMEURS INSCRITS A L'ANPE. PAS CEUX EN STAGE . Vous n'êtes pas inscrit à l'ANPE, vous n'avez pas la carte d'affiliation ANPE ...

Ainsi un chômeur indemnisé 8, voire 10.000 Francs ou plus par mois est transporté gratuitement par la SEMVAT. Mais pas le chômeur en stage à 2.500 ou 4.000 Francs par mois réglés par les ASSEDIC. Puisqu'il n'est pas comptabilisé comme chômeur, puisqu'il n'a pas une carte de pointage à l'ANPE le temps de son stage. Qu'il aille chaque jour en stage en réglant son transport !

C'est la logique politique puisqu'elle correspond au pointage des gens au chômage !

*Nancy R.*

**Ce journal ne vit que par les ventes militantes et les abonnements. N'oubliez pas de vous abonner.**

# avis a la population

## • POURQUOI LE RACISME, ET COMMENT LUTTER CONTRE ?

Tel sera le sujet du prochain débat à bâtons rompus qui aura lieu le vendredi 2 juin à 20 heures 30, au C.D.E.S. 7 rue St Rémesy à Toulouse.

Tous nos lecteurs et plus largement toutes les personnes concernées sont cordialement invitées.

## • "LES EXPLORATEURS DU TEMPS REEL".

Cette association de la radio Canal Sud vous invite à une journée de fête samedi 3 juin. Trois rendez-vous pour la journée : vers 14 h, rue Pharaon (devant les disques Armadillo), vers 18 h à la radio (groupes rock, jazz...), vers 21h à la "chapelle" de la rue Casanova (théâtre et musique).

## • SOMPORT 3, 4 ET 5 JUIN

Le Comité Somport de Toulouse nous informe qu'il organisera des bus pour se rendre à la manif organisée à ACCOUS par plusieurs organisations d'opposant contre le tunnel du Somport.

Les personnes intéressées sont invitées à prendre contact au plus tôt : 61 23 41 61.

## • GRILLADE & SANGRIA LIBERTAIRE - LE 23 JUIN.

Le C.D.E.S. organise une grillade vendredi 23 juin à partir de 20 heures sur les coteaux de Pech David. Au programme : papotages dans une ambiance conviviale et feu de joie.

Dans la mesure du possible, il est utile de nous prévenir de votre présence (en passant au local ou en laissant un message sur le répondeur), y compris jusqu'au dernier moment. La participation aux frais sera de 15 F. (pour ceux qui peuvent)

## • AMIS DE LA NATURE

Vous aimez la randonnée, découvrir la nature et la culture populaire. Pour vous, le tourisme n'est pas l'élevage des beaufs en batterie. Alors la section Midi-Toulousaine des Amis de la Nature vous invite à partager ses activités. Pour recevoir le programme, écrire au journal qui transmettra.

## MODE D'EMPLOI

• C.N.T. : la Confédération Nationale du Travail, section française de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) est anarcho-syndicaliste. Son siège national se trouve au Mans.

• Le secrétariat de l'Union Régionale Midi-Pyrénées est à Toulouse.

• A travers son C.D.E.S. (Centre de Documentation et d'Etudes Sociales), la C.N.T. organise diverses activités (rencontres, débats, sorties, bibliothèque...) et publie ce bulletin tous les deux mois, dans le cadre du réseau de presse "Le Combat Syndicaliste".

• Les Jeunes Libertaires et le Comité Vingrau Toulouse se réunissent également dans les locaux de la C.N.T.

• N'hésitez pas à prendre contact

• UNE SEULE ADRESSE POUR L'ENSEMBLE :

C.N.T., 7 rue ST REMESY 31000 TOULOUSE

• ET UN N° DE TELEPHONE :

61 52 86 48 (répondeur)

• PERMANENCES, REUNIONS PUBLIQUES :

- C.N.T. : Permanences le Mardi de 20h30 à 21h30 (chômeurs, précaires, actualité sociale); le Samedi de 17 à 19 heures.

- C.D.E.S. permanence le samedi de 17 à 19 h. -

Réunion "A BÂTONS ROMPUS" sur un thème d'actualité le premier vendredi de chaque mois à 20 h 30

- Jeunes Libertaires : permanence le samedi de 17 à 19 heures. Table de presse au Mirail (RU) le lundi midi.

- Comité Vingrau : réunions chaque lundi pair à 18 h 30.

- Tables de presse : aux Puces, le dimanche en fin de matinée.

• ABONNEZ-VOUS, N'OUBLIEZ PAS DE VOUS REABONNER À "LA LETTRE DU C.D.E.S./ LE COMBAT SYNDICALISTE"

## ABONNEMENTS

Un an ; abonnement normal : 50 francs,

Un an ; abonnement de soutien : 100 francs et plus.

à verser au C.C.P. : C.D.E.S. , N° 3 087 21 H Toulouse.

## • NOUVELLES DE VINGRAU:

• Le Comité de soutien ariégeois a organisé sa première réunion publique. Celle-ci a eu lieu vendredi 19 mai dans la salle municipale de Castelnaudran. Cinquante personnes environ ont pu ainsi dialoguer avec trois représentants de la population de Vingrau. Le Comité Vingrau de Toulouse était représenté ainsi que l'U.L.-C.N.T. de Perpignan. Les échanges ont été soutenus et devraient déboucher sur diverses actions de soutien tant dans le département que sur le site-même de Vingrau.

• Toulouse : Le Comité Vingrau organisera un service de voitures pour se rendre à la fête de l'escalade. Il est demandé aux personnes intéressées (avec ou sans véhicule) de nous contacter le plus vite possible (7 rue St Remesy).

## • ESCALADE EN FETE 27 ET 28 MAI:

• Mondialement connues, les falaises de Vingrau présentent un potentiel extraordinaire que tous les grimpeurs tiennent à protéger. En solidarité avec la lutte que mène la commune et la population de Vingrau, le club d'escalade organise ces deux journées avec Patrick BERHAULT qui présentera son film "DEVERS" et Lynn HILL qui, après avoir dominé la compétition internationale a réalisé la 1ère ascension en libre d'une des voies les plus célèbres des Etats-Unis, El Capitan.

• Samedi : initiation à l'escalade pour tous, projection de films, animation de rue, Percussions sans frontières, Grillades, latino-jazz, spectacle-feu, concert rock-blues. Dimanche : concert-démonstration d'escalade à la grotte de Périllos.



**Notre Confédération a tenu son vingt sixième congrès les 15, 16 et 17 avril dernier à Pau. Moment important pour notre organisation, ce Congrès nous a permis de faire le point et de nous préparer aux prochaines années. Sans triomphalisme, on peut être satisfait du déroulement de ce Congrès ainsi que des progrès encourageants qu'a fait notre modeste organisation ces deux dernières années.**

**P**as de grandes polémiques durant ce congrès; les motions votées ont généralement fait l'objet d'un large consensus, dans une ambiance détendue.

Une raison très simple à cela: il existe actuellement à la C.N.T. une réelle cohésion idéologique. Cette cohésion sur le fond, dont tout le Congrès a porté témoignage, est le résultat d'un travail très en amont, d'un débat interne dense, poursuivi en permanence. Outre les lieux de débats et de décision institutionnels (le syndicat, la région, le C.C.N., le Congrès), les structures de la C.N.T. se sont en effet attachées ces dernières années à créer des espaces informels d'expression, d'échange, de confrontation conviviale (comme par exemple le déjà célèbre camping annuel). Tout ceci permet à chaque adhérent de prendre une part active à l'élaboration des idées collectives. Dès lors toutes les orientations fondamentales ont été adoptées par le Congrès sans coup férir.

En particulier, le Congrès s'est attaché à clore le débat sur les élections professionnelles. Nos lecteurs se souviennent certainement qu'il s'est agi là d'un point important qui a provoqué, voici un peu plus de deux ans une scission dans la C.N.T. Un noyau de militants avait alors choisi, tout en tenant un double langage, de faire de la participation aux élections professionnelles un axe stratégique essentiel. Le Congrès a donc fait le point sur toute cette question. Le caractère totalement pernicieux et incontrôlable par la base d'une telle participation électorale a été souligné. Il faut dire que les "résultats" obtenus par les scissionnistes eux-mêmes ont illustré notre analyse. Ainsi, à titre d'exemple, à COMATEC-Paris (entreprise de nettoyage du metro), après s'être acharné à se

présenter, deux délégués du personnel avaient été élus sous l'étiquette C.N.T. Quelques temps après, nous avons appris que, achetés par le patron, ils avaient abandonné du jour au lendemain la C.N.T., adhéré à la C.S.L. (syndicat d'extrême droite) tout en gardant bien entendu leurs mandats de délégués obtenus avec "les voix" de la C.N.T. ! Ce cas très éloquent illustre l'avis unanime du Congrès : la représentativité réelle de la C.N.T. dans les entreprises (comme de tous les syndicats d'ailleurs !) ne se mesure pas au nombre de bulletins de vote recueilli mais à la capacité de créer un véritable rapport de force basé sur la conscientisation et l'organisation des travailleurs. Une motion rejetant toute participation électorale sous quelque forme que ce soit et appelant à organiser des campagnes de boycott lors des élections professionnelles a donc été adoptée.

Une autre étape importante du Congrès a été le bilan d'activité des syndicats.

Deux traits majeurs ressortent de ce tour de table :

- le renforcement des structures les mieux implantées,
- une dynamique autour des régions.

La C.N.T. s'est étoffée durant ces deux dernières années. D'abord, ce qui semble logique, là où elle était déjà présente. Ainsi, le syndicat PTT d'Amiens a dernièrement vu son travail récompensé par un taux d'abstention record lors des élections syndicales dans le centre de tri PTT de cette ville (chose rarissime dans les PTT). C'est le cas aussi des sections étudiantes comme à Caen ou Pau, particulièrement présentes lors du dernier mouvement de grève des étudiants.

L'arrivée d'une nouvelle génération est perceptible dans de

nombreux endroits. Ainsi, à Toulouse on a assisté à la naissance et au développement des "Jeunes libertaires" et à une diversification des activités comme par exemple, dernièrement, la création du Comité Vingrau. C'est aussi le cas de Caen qui tout en renforçant les syndicats chômeurs et étudiants voit son syndicat Intercorporatif se consolider de façon significative. Trois secteurs d'activité aussi pour les compagnons du Syndicat Unifié des Travailleurs de Touraine, qui se sont investis au niveau de l'Université (autant chez les étudiants que dans les grèves des documentalistes), des luttes des SDF et des PTT (secteur là aussi assez ancien sur la région).

D'autres Unions Locales se régénèrent comme par exemple Bordeaux, qui a vu l'arrivée d'une nouvelle génération. L'Union Locale de Perpignan quand à elle s'est investie totalement dans la lutte de Vingrau, comme notre journal en a rendu compte régulièrement.

Globalement, les jeunes Unions Locales se sont également consolidées durant ces deux années. Ainsi la CNT s'affirme dans le Doubs, l'Interco Paris a fait un travail de fourmi au niveau des luttes de la coordination des sans-abri. On ne peut pas oublier Marseille qui a fait un important travail sur l'antifascisme (notamment par sa participation à l'organisation des journées antifascistes qui furent un gros succès).

La dynamique autour des régions est perceptible à trois niveaux.

Tout d'abord le bon fonctionnement de la formule décentralisée du Combat Syndicaliste.

Elle est désormais acquise, ce qui constituait une gageure, et prouve une coordination efficace et régulière sur l'ensemble du territoire. Il faut souligner aussi que

cette formule nous a permis globalement de rééquilibrer les comptes du "C.S.". Dans la majorité des régions, nous ne connaissons plus les lourds déficits chroniques d'autrefois, il semble d'ailleurs que ceux-ci disparaîtront totalement partout une fois que nous serons bien rodés. Comme quoi rien ne vaut le fédéralisme !

Autre point qui révèle l'importance des régions: les nouveaux contacts qui se sont fait généralement dans les régions constituées. Ainsi on annonce des contacts qui devraient bientôt se concrétiser en Union Locale dans quatre régions : Méditerranée, Centre, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Il faut ajouter à cela le gros travail qui se poursuit depuis un bon moment en Normandie. Enfin, une nouvelle région vient d'être avalisée par le Congrès dans le Nord et l'île de France. Cette région fonctionnait déjà informellement depuis plusieurs mois. Après une phase de consolidation celle de la constitution officielle est donc venue.

Enfin, ces rapports d'activité nous ont permis de voir que nous étions présents dans les principaux mouvements sociaux du moment. Nous avons déjà parlé des mouvements étudiants, mais ce fut aussi le cas des luttes SDF à Paris, Bordeaux, Tours et Pau. La lutte de Vingrau en atteste également ainsi que les actions dans les PTT. ou l'éducation.

Ramené à l'échelle du pays, il est évident que notre développement, pour réel qu'il soit, reste modeste. Mais, le dynamisme des Unions Locales et le renforcement des régions nous semble prometteur. D'autant que, ce congrès, résolument axé sur les luttes et le travail sur le terrain, a montré que notre organisation savait, loin des "coups médiatiques" se mettre en phase avec la réalité sociale.

Paulette BEDOUS

## LE CONGRES EN BREF

— Le Congrès Confédéral est constitué par l'ensemble des syndicats de la C.N.T. Son rôle est essentiel : c'est lui qui fixe les directives, prend les décisions fondamentales et administre la C.N.T.

— En particulier, c'est au cours du Congrès qu'a lieu la désignation du B.C. (Bureau confédéral). A la C.N.T., le B.C. n'est pas un organe de décision. Son rôle est simplement d'assurer l'exécution des décisions prises par le Congrès et, dans l'intervalle des Congrès par le C.C.N. (réunion des Unions régionales) et d'assurer la liaison entre les structures de la Confédération. Dans notre organisation nous appliquons le principe de la rotation des tâches et des mandats. Les différentes responsabilités nationales tournent donc dans les différentes régions. Après avoir été assumé pendant deux ans par Bordeaux, le B.C. a été transférée par le Congrès au Mans pour les deux prochaines années.

— Par ailleurs le Congrès a ratifié, à la demande unanime des syndicats concernés, la création d'une nouvelle Union régionale qui couvrira le nord du pays et le bassin parisien. Il s'agit d'une étape importante car les U.r. sont, selon les termes de nos statuts "*l'expression même de la C.N.T.*" et donc l'une des structures les plus importantes pour un bon fonctionnement anarcho-syndicaliste. Il revient maintenant aux syndicats de cette nouvelle région, qui se réuniront pour la première fois en Congrès régional le prochain week-end, de prendre toute décision utile à leur fonctionnement, en particulier de constituer leur premier secrétariat régional.

— Le C.S. a bien entendu également fait l'objet d'un débat. Après avoir donné quitus de sa gestion au directeur sortant, le Congrès a procédé au renouvellement de cette fonction.

— En ce qui concerne les personnes qui ont scissionné, le Congrès a rappelé que les syndicats sont habilités à statuer au cas par cas sur leurs demandes éventuelles de réadhésion. Cependant, les personnes qui, investies d'un mandat national ont quitté la C.N.T. sans rendre compte de celui-ci devront, avant toute demande de réaffiliation venir obligatoirement s'expliquer devant un Congrès confédéral qui statuera sur le principe de ces réaffiliations.

— Par ailleurs une large part des travaux a été consacré à la préparation du prochain Congrès de l'A.I.T.

Enfin, le Congrès a procédé à un toilettage des statuts confédéraux en éliminant définitivement toute possibilité pour qui que ce soit d'être rémunéré à un titre ou à un autre par la C.N.T.

X.F.



Selon un grand philosophe, faire l'histoire est plus judicieux que d'interpréter, j'ajoute que rien n'empêche de faire les deux.

— Pour l'instant, voici les dernières actions menées par notre Union Locale. Durant le dernier conflit étudiant, nous sommes intervenus pour défendre et mettre en place la démocratie directe. Débats en A.G. centrale puis les diverses commissions, élues et révocables, qui se chargeaient de mettre en forme et de synthétiser les positions, les revendications et les axes de lutte. Cela a relativement bien fonctionné, et permis que la parole libérée fasse émerger des revendications plus profondes que l'éternel petit couplet des aménagements pour étudiants BCBG. Les débats ont porté sur le contenu et la place de l'université dans la société (reproduction des élites pour certains, voie de garage pour les autres), le but de l'enseignement universitaire (enseignement pluridisciplinaires à caractère général ou bien formation à caractère professionnel). L'épistémologie réapparue pour combattre les paradigmes ambiants. La dictature de l'économie et de l'homme économique, pour dénoncer le libéralisme. Le chômage, l'exclusion, les inégalités préoccupèrent beaucoup les étudiants. L'idée du partage du travail et l'octroi d'un revenu social pour tous fit son apparition. Les lois Joxe, Paqua, Marchand, les protocoles école-entreprise, école-armée, le rapport Laurent, les facs privées, les accords Lang furent brocardés, vilipendés, dénoncés et mille choses encore. Le contenu de la lutte est sans doute précurseur de conflits à venir qui pourraient ne pas se limiter à l'aspect catégoriel et corporatiste, un peu naïfs mais franchement réformiste et carriériste des autres facs pendant la dernière lutte estudiantine. Rentrés tard dans la lutte mais la terminant seul, les étudiants en lutte à Caen auront donné un aspect novateur et précurseur de ce qui pourrait se produire. D'ailleurs les UNEF ont compris très vite et ne cessèrent pas de combattre les revendications étudiantes pour essayer de les ramener sur le terrain "syndicalement correct". Elles tentèrent, à travers les A.G. et de la tribune, d'empêcher la démocratie de fonctionner. Elles critiquèrent les commis-

sions tout en tentant de les contrôler pour les stériliser. Mais de nombreuses personnes s'y opposèrent. La CNT fut sollicitée pour renforcer les commissions, apporter son matériel. Si les UNEF, vertement tancées et discréditées, battirent en retraite, le crédit de la CNT allait croissant. De mémoire d'étudiants, de l'avis de certains profs et ATOS et même du président, on ne vit confit plus démocratique, sérieux et responsable, les revendications des étudiants étant qualifiées de fondamentales et justes.

— Nous sommes intervenus encore une fois pour défendre un étudiant marocain dont avec l'appui d'autres organisations nous avons obtenu une suspension de l'arrêté de quitter le territoire ce qui n'était pas une mince affaire. Cette fois-ci la CAF n'entendait pas verser les prestations sans carte de séjour. Une cinquantaine de personnes envahirent les locaux de la CAF, une délégation (comité de soutien, commission anti-répresseion et CNT) fut reçue. Cette fois-ci, le savoir-faire des chômeurs de la CNT fut mis à l'épreuve. Résultat, la CAF a réglé positivement le problème. D'autres interventions eurent lieu en direction du CROUS. Entre les deux tours des élections, opération Père-Noël: 4 personnes en petite tenue distribuèrent des tracts avec une bandeson et un WC, faisant office d'urne; le but de l'action était d'élire le Père-Noël, ce qui n'est pas plus stupide que de croire qu'un candidat une fois élu fera avancer la justice sociale et oeuvrera pour la liberté, l'égalité et la fraternité. Un peu d'humour subversif et dans une bonne ambiance goguenarde et amusée, les badauds lirent les tracts.

— J'allais oublier le traditionnel défilé du 1<sup>o</sup> mai et son pique-nique sympa et euphorique. Peut-être trouverez-vous que cela est peu réflexif et un tantinet activiste mais l'un ne va pas sans l'autre et pour le réflexif, les cahiers de l'anarcho-syndicalisme commencent à sortir - nous en ferons la publicité pour l'automne. Amis lecteurs, nous vous saluons.

**AFFAIRES : CHIRAC L'AFFIRME, LES JUGES SERONT LIBRES DE FAIRE LEUR TRAVAIL**



**MITTERRAND SALUE LE COURAGE DES SOLDATS NAZIS**



**LE DIRECTEUR DE L'ANPE RESUME SON PROGRAMME SOCIAL**



**BRAHIM BOURAAM : SON ASSASSIN ETAIT DANS LE CAR DU FRONT NATIONAL**





# INTERNATIONAL

Le combat syndicaliste

## • NORWICH (G.B.) : LES TRAVAILLEURS DE NESTLÉ EN LUTTE

La direction de Nestlé, multinationale aux bénéfices colossaux a fait part de son intention de fermer en deux ans la fabrique de chocolat de Norwich, pourtant productive et faisant des bénéfices, et de transférer sa production vers trois autres usines Nestlé d'Angleterre. Les syndicats réformistes se sont bornés à demander de l'aide aux politiciens locaux.

La Solidarity Federation (Section de l'A.I.T.) a engagé la lutte sur trois niveaux :

- d'abord, avec les salariés de Nestlé Norwich, en essayant d'empêcher la fermeture de l'usine,
- en même temps, en organisant la solidarité active entre tous les salariés de Nestlé en Angleterre,
- enfin, en appelant à la solidarité internationale grâce au réseau de l'A.I.T.. Une première journée d'action contre Nestlé a été proposée le 20 avril.

## • OSLO : ACTION DIRECTE & SOLIDARITÉ CHEZ S.A.S.

Le "Club" est l'unité de base de l'organisation syndicale sur un lieu de travail en Norvège. Le club de l'hôtel Scandinavian Airlines System (S.A.S.) d'Oslo est constitué d'adhérents de la Fédération des Travailleurs de l'Hôtellerie et de la Restauration.

Depuis 1993, la direction de l'Hôtel S.A.S. d'Oslo tente de déstructurer le travail (flexibilité, licenciements, emplois intérimaires, etc...). Elle se heurte à la résistance active du Club S.A.S. où sont présents des compagnons de la N.S.F. (section norvégienne de l'A.I.T.)

Ce club, déjà victorieux à plusieurs reprises, fait partie de la grande centrale norvégienne, la L.O. (Land Organisation), mais s'en différencie radicalement par ses moyens d'action. En effet, il privilégie l'organisation de la lutte à la base. Tous les adhérents participent aux débats et aux actions qu'ils décident eux-mêmes. Le club interdit les permanents syndicaux, et aucun délégué ne négocie seul avec la direction. L'action directe est l'outil choisi pour se battre. Le club se réclame du courant syndicaliste anti-autoritaire.

La solidarité est un des éléments fondamentaux des luttes. L'été dernier, lorsque les employés au ménage et à la vaisselle ont déclenché une grève sauvage contre le licenciement de 42 travailleurs, ils ont été suivis dès le lendemain par les cuisiniers et les serveurs. Puis tous les sala-

riés tamouls ont fait la grève de la faim. Les travailleurs de l'Hôtel Royal Christinia ont menacé de se mettre en grève; des travailleurs du Syndicat des Denrées Alimentaires et des transporteurs ont menacé de cesser d'approvisionner l'hôtel. Ces actions et ces menaces d'action ont obligé la direction à "geler" les licenciements, mais la lutte a continué sur le lieu de travail.

Par ailleurs, le club est également soutenu par des clubs et des syndicats de branche qui utilisent des méthodes de lutte analogues et qui les ont déjà mises à l'épreuve : les travailleurs de Tollpost (une société de transports), les installateurs d'ascenseurs de Bergen, les employés de l'électricité d'Oslo, par exemple.

L'action directe et la solidarité étant efficaces, la direction de S.A.S. concentre tous ses efforts pour briser le syndicat (engagement de vigiles, menaces de fermeture de l'Hôtel, propagation de rumeurs et de calomnies contre des militants etc...). La pression est forte. Pour l'heure, si la publicité faite autour des conflits à l'hôtel S.A.S. a forcé les politiciens à modifier les lois sur l'emploi des intérimaires, 24 travailleurs sur les 42 à l'origine ont été licenciés. Ils ont le droit de rester au travail jusqu'à ce que leur cas passe au tribunal l'an prochain, cependant que les patrons continuent de harceler les syndicalistes.

## • SAO PAULO : MEURTRES EN SERIE

A Sao Paulo la Police municipale, outil de répression au service du capitalisme sauvage brésilien, pratique une véritable politique de massacre contre le prolétariat révolté. En 1992, la police municipale a assassiné 1 451 personnes, en 1993, le massacre s'est poursuivi avec au moins 409 morts et en 1994, 465 autres assassinats ont eu lieu. La répression entre dans une nouvelle période de recrudescence : le nombre d'assassinats commis par les policiers a augmenté de la façon suivante : 40 en novembre, 50 en décembre 94, 59 en janvier 1995 et 63 en février 1995. Le journal brésilien LIBERA, qui diffuse des infos de tout le mouvement libertaire dont celle de la C.O.B., section de l'A.I.T., lance une campagne de dénonciation internationale de ces faits.

(Infos transmises par le Secrétariat aux relations internationales, C.N.T.-A.I.T., Vieille Bourse du Travail, 13 rue de l'Académie, 13001 Marseille, et le journal Libera, CEL, CP 14576, Rio/RJ, Brasil).